

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

ARRONDISSEMENT DE LARGENTIERE

**Vagnas**  
 en Ardèche méridionale

**REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
 COMMUNE DE VAGNAS

<b>DATE DE SEANCE</b> 14 Novembre 2022	Le quatorze novembre deux mille vingt deux à 18H00, les membres du conseil municipal de la commune de VAGNAS se sont réunis, à la mairie en vertu de l'article L2121-18 du CGCT, sur la convocation qui leur a été adressée par Madame le Maire conformément aux articles L2121-10 et L2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.										
<b>DATE DE CONVOCATION</b> 04 Novembre 2022											
<b>NOMBRE DE CONSEILLERS</b>  <table> <tr> <td>EN EXERCICE</td><td>11</td></tr> <tr> <td>PRESENTS</td><td>9</td></tr> <tr> <td>ABSENTS</td><td>2</td></tr> <tr> <td>PROCURATIONS</td><td>2</td></tr> <tr> <td><b>VOTANTS</b></td><td><b>11</b></td></tr> </table>	EN EXERCICE	11	PRESENTS	9	ABSENTS	2	PROCURATIONS	2	<b>VOTANTS</b>	<b>11</b>	<b>PRESENTS</b> BOUNIOL Josiane qui a procuration de LACOSTE Louise, BUISSON Christine qui a procuration de MARTIN Hubert, FAILLA Michel, LAIGNEL Régine, MULARONI Monique, ROUX Jérôme, SCHAECK Bernard, TRITTO Florent, EYBALIN Christine,  <b>ABSENTS</b> : LACOSTE Louise qui a donné procuration à BOUNIOL Josiane, MARTIN Hubert qui a donné procuration à BUISSON Christine  <b>SECRETAIRE DE SEANCE</b> SCHAECK Bernard
EN EXERCICE	11										
PRESENTS	9										
ABSENTS	2										
PROCURATIONS	2										
<b>VOTANTS</b>	<b>11</b>										
<b>N° DE DELIBERATION</b> <b>03-11-2022</b>											
<b>OBJET</b>	<b>Transfert d'une part de la taxe d'aménagement à l'intercommunalité</b>										
<p>Vu l'article L331-1 et L333-2 du code de l'urbanisme,</p> <p>Vu l'article 155 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 qui est venu modifier, les modalités de gestion de la taxe d'aménagement</p> <p>Vu le décret n°2021-1452 du 04 novembre 2021 pris en application également de l'article 155 de la loi de finances initiale pour 2021, pris en application également de l'article 155 de la loi de finances initiale pour 2021, portant sur la sectorisation des taux de taxe d'aménagement ;</p> <p>Vu l'article 109 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 qui rend obligatoire le reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement entre communes membres et EPCI à fiscalité propre compte tenu de la charge des équipements publics assumés par chacune des collectivités concernées, et ce sur la base de délibérations concordantes entre communes et EPCI visant à fixer lesdites modalités de reversement ;</p> <p>Vu l'ordonnance du 14 juin 2022 prise en application, à la fois de l'article 109 de la loi de finances pour 2022 susvisé, mais également de l'article 155 de la loi de finances pour 2021, relative au transfert à la DGFIP de la gestion de la taxe d'aménagement, à la modification de la codification des articles afférents à la taxe d'aménagement mais également aux dates de délibérations qui lui sont attachée</p> <p>Vu les discussions du bureau communautaire du 20 septembre 2022 dans lequel le Président de la communauté de communes des Gorges de l'Ardèche a proposé que la collectivité renonce au transfert de la part de la taxe d'aménagement pour l'année 2022, considérant qu'aucun équipement géré ou investissement engagé par la collectivité étaient susceptibles d'entrer dans le champ d'application de la taxe d'aménagement,</p>											
<p><b>Madame Le Maire rappelle que :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le transfert d'une part de la taxe d'aménagement à l'intercommunalité est obligatoire mais que le montant et les modalités du transfert restent choisis librement par les collectivités,</li> <li>- Il est nécessaire de disposer de délibérations concordantes des communes et de l'intercommunalité sur la</li> </ul>											

Le Maire:

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon par voie postale (palais des juridictions administratives – 184 rue Duguesclin – 69433 Lyon cedex 3) ou par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



répartition de la taxe d'aménagement

- Le bureau communautaire a décidé que la communauté de communes renonce à la part de la taxe d'aménagement pour l'année 2022

**Madame Le Maire** propose aux conseillers de valider le principe du transfert d'une part de la taxe d'aménagement à la communauté de communes des Gorges de l'Ardèche pour un montant estimé à zéro euro en 2022, qui sera réévalué chaque année.

**Approuve** le transfert d'une part de la taxe d'aménagement communale à la communauté de communes des Gorges de l'Ardèche estimée en 2022 à zéro euro et pour les années antérieures.

**Ayant entendu l'exposé de Madame le maire, et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

- **Refuse** le principe de transfert d'une part de la taxe d'aménagement communale à la Communauté de communes des Gorges de l'Ardèche.
- **Désapprouve** le transfert d'une part de la taxe d'aménagement communale à la communauté de communes des Gorges de l'Ardèche pour 2022 et les années antérieures.

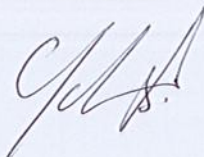
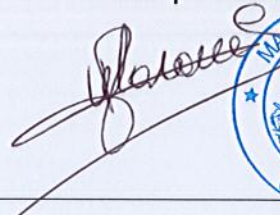
CETTE DECISION EST PRISE AVEC

11	VOIX POUR
0	VOIX CONTRE
0	ABSTENTIONS

Pour extrait conforme

Le secrétaire de séance  
Bernard SCHAECK

Le Maire,  
Monique MULARONI


Le Maire:

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon par voie postale (palais des juridictions administratives – 184 rue Duguesclin – 69433 Lyon cedex 3) ou par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.